Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 152 del 2 luglio 1997 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 2 luglio 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 134/L

LEGGE 16 giugno 1997, n. **190**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di sicurezza dell'Unione europea occidentale (UEO), fatto a Bruxelles il 28 marzo 1995.

LEGGE 16 giugno 1997, n. **191**.

Ratifica ed esecuzione del trattato sui rapporti di amicizia e di collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica slovacca, fatto a Roma il 7 giugno 1993.

LEGGE 16 giugno 1997, n. **192**.

Ratifica ed esecuzione del trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e l'Ucraina, fatto a Roma il 3 maggio 1995.

LEGGE 16 giugno 1997, n. **193**.

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note costituente un accordo tra il Governo della Repubblica italiana e l'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (UNIDROIT) per l'aggiornamento dell'accordo di sede del 20 luglio 1967, fatto a Roma il 5-9 giugno 1995.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 16 giugno 1997, n. **190.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di sicurezza dell'Unione europea occidentale (UEO), fatto a Bruxelles il 28 marzo 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di sicurezza dell'Unione europea occidentale (UEO), fatto a Bruxelles il 28 marzo 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 giugno 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ALLEGATO

ACCORD DE SECURITÉ DE L'UEO

N° 30 Déclaration relative à l'Union de l'Europe Occidentale

La Conférence prend acte des déclarations suivantes :

a) **DECLARATION de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal et du Royaume-Uni, qui sont membres de l'Union de l'Europe occidentale ainsi que membres de l'Union européenne, sur le rôle de l'Union de l'Europe Occidentale et sur ses relations avec l'Union européenne et avec l'Alliance Atlantique.**

Introduction

1. Les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) conviennent de la nécessité de former une véritable identité européenne de sécurité et de défense et d'assumer des responsabilités européennes accrues en matière de défense.

   Cette identité sera élaborée progressivement selon un processus comportant des étapes successives. L'UEO fera partie intégrante du développement de l'Union européenne et renforcera sa contribution à la solidarité au sein de l'Alliance atlantique. Les Etats membres de l'UEO conviennent de renforcer le rôle de l'UEO dans la perspective à terme d'une politique de défense commune au sein de l'Union européenne, qui pourrait conduire à terme à une défense commune compatible avec celle de l'Alliance atlantique.

   L'UEO sera développée en tant que composante de défense de l'Union européenne et comme moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique. A cette fin, elle formulera une politique de défense européenne commune et veillera à sa mise en oeuvre concrète en développant plus avant son propre rôle opérationnel.

   Les Etats membres de l'UEO prennent note de l'article J.4 relatif à la politique étrangère et de sécurité commune du traité sur l'Union européenne, qui se lit comme suit :

   1. La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune.

   2. L'Union demande à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, d'élaborer et de mettre en oeuvre les décisions et les actions de l'Union qui ont des implications dans le domaine de la défense. Le Conseil, en accord avec les institutions de l'UEO, adopte les modalités pratiques nécessaires.

   3. Les questions qui ont des implications dans le domaine de la défense et qui sont régies par le présent article ne sont pas soumises aux procédures définies à l'article J.3.

4. La politique de l'Union au sens du présent article n affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres, elle respecte les obligations découlant pour certains Etats membres du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

5. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs Etats membres au niveau bilatéral, dans le cadre de l'UEO et de l'Alliance atlantique, dans la mesure ou cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue dans le présent titre ni ne l'entrave.

6. En vue de promouvoir l'objectif du présent traité et compte tenu de l'échéance de 1998 dans le contexte de l'article XII du traité de Bruxelles modifié, les dispositions du présent article pourront être révisées, comme prévu à l'article N paragraphe 2, sur la base d'un rapport que le Conseil soumettra en 1996 au Conseil européen, et qui comprend une évaluation des progrès réalisés et de l'expérience acquise jusque-là."

A. <u>Les relations de l'UEO avec l'Union européenne</u>

3. L'objectif est d'édifier par étapes l'UEO en tant que composante de défense de l'Union européenne. A cette fin, l'UEO est prête à élaborer et à mettre en oeuvre, sur demande de l'Union européenne, les décisions et les actions de l'Union qui ont des implications en matière de défense.

   A cette fin, l'UEO instaurera d'étroites relations de travail avec l'Union européenne en prenant les mesures suivantes :

   — de manière appropriée, synchronisation des dates et lieux de réunion ainsi qu'harmonisation des méthodes de travail ;

   — établissement d'une étroite coopération entre le Conseil et le Secrétariat général de l'UEO, d'une part, et le Conseil de l'Union et le Secrétariat général du Conseil, d'autre part ;

   — examen de l'harmonisation de la succession et de la durée des présidences respectives ;

   — mise au point de modalités appropriées afin de garantir que la Commission des Communautés européennes soit régulièrement informée et, le cas échéant, consultée sur les activités de l'UEO, conformément au rôle de la Commission dans la politique étrangère et de sécurité commune, telle que définie dans le traité sur l'Union européenne ;

   — encouragement d'une coopération plus étroite entre l'Assemblée parlementaire de l'UEO et le Parlement européen.

   Le Conseil de l'UEO prendra les dispositions pratiques nécessaires en accord avec les institutions compétentes de l'Union européenne.

B. <u>Les relations de l'UEO avec l'Alliance atlantique</u>

4. L'objectif est de développer l'UEO en tant que moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique. A cette fin, l'UEO est prête à développer les étroites relations de travail entre l'UEO et l'Alliance et à renforcer le rôle, les responsabilités et les contributions des Etats membres de l'UEO au sein de l'Alliance. Cela s effectuera sur la base de la transparence et de la complémentarité nécessaires entre l'identité européenne de sécurité et de défense, telle qu'elle se dégage, et l'Alliance. L'UEO agira en conformité avec les positions adoptées dans l'Alliance atlantique.

— Les Etats membres de l'UEO intensifieront leur coordination sur les questions au sein de l'Alliance qui représentent un important intérêt commun, afin d'introduire des positions conjointes concertées au sein de l'UEO dans le processus de consultation de l'Alliance, qui restera le forum essentiel de consultation entre les alliés et l'enceinte ou ceux-ci s'accordent sur des politiques touchant à leurs engagements de sécurité et de défense au titre du traité de l'Atlantique Nord.

— Lorsqu'il y a lieu, les dates et lieux de réunion seront synchronisés et les méthodes de travail seront harmonisées.

— Une étroite coopération sera établie entre les Secrétariats généraux de l'UEO et de l'OTAN.

C. <u>Le rôle opérationnel de l'UEO</u>

5. Le rôle opérationnel de l'UEO sera renforcé en examinant et en déterminant les missions, structures et moyens appropriés, couvrant en particulier :

— une cellule de planification de l'UEO ;

— une coopération militaire plus étroite en complément de l'Alliance, notamment dans le domaine de la logistique, du transport, de la formation et de la surveillance stratégique ;

— des rencontres des chefs d'état-major de l'UEO ;

— des unités militaires relevant de l'UEO.

D'autres propositions seront étudiées plus avant, notamment :

— une coopération renforcée en matière d'armement, en vue de créer une agence européenne des armements ;

— la transformation de l'Institut de l'UEO en Académie européenne de sécurité et de défense.

Les mesures visant à renforcer le rôle opérationnel de l'UEO seront pleinement compatibles avec les dispositions militaires nécessaires pour assurer la défense collective de tous les alliés.

D. Mesures diverses

6. En conséquence des mesures ci-dessus et afin de faciliter le renforcement du rôle de l'UEO, le siège du Conseil et du Secrétariat général de l'UEO sera transféré à Bruxelles.

7. La représentation au Conseil de l'UEO doit être telle qu'il puisse exercer ses fonctions en permanence, conformément à l'article VIII du traité de Bruxelles modifié. Les Etats membres pourront faire appel à une formule dite de "double chapeau", à mettre au point, constituée de leurs représentants auprès de l'Alliance et auprès de l'Union européenne.

8. L'UEO note que, conformément aux dispositions de l'article J.4 paragraphe 6 relatif à la politique étrangère et de sécurité commune du traité sur l'Union européenne, l'Union décidera de revoir les dispositions de cet article afin de promouvoir l'objectif qu'il fixe selon la procédure définie. L'UEO procédera en 1996 à un réexamen des présentes dispositions. Ce réexamen tiendra compte des progrès et expériences acquises, et s'étendra aux relations entre l'UEO et l'Alliance atlantique.

b) **Déclaration de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal et du Royaume-Uni, qui sont membres de l'Union de l'Europe occidentale**

"Les Etats membres de l'UEO se félicitent du développement de l'identité européenne en matière de sécurité et de défense. Ils sont déterminés, compte tenu du rôle de l'UEO comme élément de défense de l'Union européenne et comme moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique, à placer les relations entre l'UEO et les autres pays européens sur de nouvelles bases en vue de la stabilité et de la sécurité en Europe. Dans cet esprit, ils proposent ce qui suit :

Les Etats qui sont membres de l'Union européenne sont invités à adhérer à l'UEO dans les conditions à convenir conformément à l'article XI du traité de Bruxelles modifié, ou à devenir observateurs s'ils le souhaitent. Dans le même temps, les autres Etats européens membres de l'OTAN sont invités à devenir membres associés de l'UEO d'une manière qui leur donne la possibilité de participer pleinement aux activités de l'UEO.

Les Etats membres de l'UEO partent de l'hypothèse que les traités et accords correspondants aux propositions ci-dessus seront conclus avant le 31 décembre 1992."

Accord de Sécurité de l'UEO

Les Hautes Parties Contractantes, ci-après désignées "les Parties", au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document, ci-après désigné "le Traité";

- considérant les décisions prises par les Hautes Parties Contractantes au Traité établissant l'Union européenne en ce qui concerne la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité communes et la Déclaration relative à l'Union de l'Europe occidentale y incluse;

- affirmant que des consultations politiques, une collaboration technique ou industrielle, une coopération et une planification opérationnelle efficaces dans le cadre de missions à caractère humanitaire, d'activités de maintien de la paix et d'opérations de gestion des crises facilitent la réalisation des objectifs du Traité et de la Déclaration susmentionnée;

- considérant que les activités axées sur la réalisation de ces objectifs nécessitent l'échange d'informations et de matériels classifiés entre les Parties;

- conscientes de la nécessité d'une révision de la résolution relative à la sécurité à l'Union de l'Europe occidentale, adoptée par le Conseil de l'UEO dans le document C(90)53, du 21 mai 1990;

- agissant en leur nom et au nom de l'Union de l'Europe Occidentale;

sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Les Parties:

1) veillent à la protection et à la sauvegarde des informations et des matériels classifiés des autres Parties;

2) conservent la classification de sécurité établie par une Partie quelconque pour des informations et des matériels émanant d'elle et mettent tout en oeuvre pour assurer la protection de ces informations et de ces matériels en conséquence;

3) s'abstiennent d'exploiter ces informations et ces matériels à des fins autres que celles prévues par le Traité ou les décisions et résolutions qui s'y rapportent;

4) s'abstiennent de communiquer ces informations et ces matériels à des Parties tierces sans l'accord de l'autorité d'origine.

Article 2

- En application de l'Article 1 du présent Accord, les Parties créent une organisation et des programmes nationaux de sécurité fondés sur les principes de base et les normes minimales agréés en la matière; ceux-ci doivent être mis en oeuvre dans le cadre des systèmes de protection nationaux, de sorte qu'une norme commune soit appliquée à cet égard.

Article 3

1) Les Parties doivent s'assurer que tout ressortissant qui, dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, aurait besoin d'accéder à des informations ou à des matériels classifiés CONFIDENTIEL ou au-dessus ou pourrait avoir accès à de telles informations, possède une habilitation de sécurité appropriée avant sa prise de fonctions.

2) La procédure d'habilitation doit avoir pour but de déterminer si une personne peut, compte tenu de sa loyauté et de sa fiabilité, avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour la sécurité.

3) Sur demande, les Parties se portent mutuellement assistance en ce qui concerne la procédure d'habilitation de sécurité.

Article 4

\- L'Article 1 du présent Accord porte sur les informations et les matériels classifiés que l'une des Parties communique à une autre ou met à sa disposition ou communique à des organismes subsidiaires du Conseil ou met à leur disposition, et réciproquement.

Article 5

\- Le Secrétaire général doit s'assurer que les dispositions du présent Accord qui les concernent sont appliquées par les organismes subsidiaires du Conseil.

Article 6

\- Le présent Accord n'empêche nullement les Parties de conclure des accords bilatéraux à des fins similaires. Il ne modifie en rien les dispositions des accords bilatéraux existants.

Article 7

- Le présent Accord annule et remplace la résolution relative à la sécurité à l'Union de l'Europe Occidentale adoptée par le Conseil de l'UEO dans le cadre du document C(90)53, du 21 mai 1990.

Article 8

1) Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui forment une partie intégrante de ce document.

2) Le dépositaire du présent Accord sera le Gouvernement de la Belgique.

3) Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Accord par:

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou
b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
c) adhésion.

4) Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date à laquelle quatre Etats ont soit signé l'Accord sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5) Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet trente jours après la date du dépôt.

Article 9

1) Une fois en vigueur, le présent Accord sera ouvert à l'accession d'Etats devenant parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document.

2) Pour tout Etat y accédant, l'Accord entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt de l'instrument d'accession auprès du dépositaire.

Article 10

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au dépositaire qui informera toutes les autres Parties de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le dépositaire. Toutefois, elle n'affectera pas les obligations contractées et les droits ou facultés acquis antérieurement par les Parties en vertu des dispositions du présent Accord.

- En foi de quoi les Représentants ci-dessous, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1995, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, chaque texte faisant également foi, qui sera versé aux archives du Gouvernement Belge, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des autres signataires.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO DI SICUREZZA DELL'UEO

Le Alte Parti Contraenti, di seguito designate "le Parti", del Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948 e successivamente modificato e completato dal Protocollo firmato a Parigi il 23 ottobre 1954 nonché dagli altri Protocolli ed Annessi che fanno parte integrante di questo documento, di seguito denominato "il Trattato";

- in considerazione delle decisioni adottate dalle Alte Parti contraenti del Trattato istitutivo dell'Unione Europea per quanto concerne l'attuazione di una politica estera e di sicurezza comune, ivi compresa la Dichiarazione relativa all'Unione dell'Europa occidentale;

- affermando che le consultazioni politiche, la collaborazione tecnica o industriale, un'efficace cooperazione e pianificazione operativa nel quadro di missioni a carattere umanitario, di attività di mantenimento della pace e di operazioni di gestione delle situazioni di crisi facilitano la realizzazione degli obiettivi del Trattato e della summenzionata Dichiarazione;

- considerando che le attività basate sulla realizzazione di questi obiettivi necessitano di uno scambio di informazioni e di materiale classificato tra le Parti;

- consapevoli della necessità di una revisione della Risoluzione relativa alla sicurezza, dell'Unione dell'Europa occidentale, adottata dal Consiglio dell'UEO nel documento E(90))53, del 21 maggio 1990;

- agenti a loro nome ed a nome dell'Unione dell'Europa Occidentale;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Le Parti

1) vigilano sulla protezione e sulla salvaguardia delle informazioni e del materiale classificato delle altre Parti;

2) adottano la classificazione di sicurezza stabilita da una Parte per le informazioni ed il materiale da essa promulgati, et fanno tutto il possibile per assicurare la protezione di tali informazioni e materiale;

3) si astengono da utilizzare tali informazioni e materiale per fini diversi da quelli previsti dal Trattato o per le decisioni e risoluzioni inerenti ad esso ;

4) si astengono dal comunicare tali informazioni e materiale a Parti terze senza l'accordo dell'autorità di origine.

Articolo 2

In applicazione dell'Articolo 1 del presente Accordo, le Parti istituiscono un'organizzazione, e programmi nazionali di sicurezza fondati sui principi di base e sulle norme minime concordate in materia; tali programmi dovranno essere attuati nell'ambito dei sistemi di protezione nazionali in modo che una normativa comune possa essere applicata al riguardo.

Articolo 3

1) Le Parti devono accertarsi che ogni cittadino - il quale nell'esercizio delle sue funzioni ufficiali abbia bisogno di avere accesso ad informazioni o materiali classificati come riservato o o con un grado superiore di riservatezza, o che potrebbe avere accesso a tali informazioni- abbia un nulla osta di sicurezza appropriato prima della sua entrata in funzione.

2) La procedura di abilitazione per il nulla osta di sicurezza deve mirare a determinare se una persona può in considerazione della sua lealtà e affidabilità, avere accesso ad informazioni classificate senza che ciò costituisca un rischio per la sicurezza.

3) Su richiesta, le Parti si prestano reciprocamente assistenza per quanto concerne la procedura di abilitazione al nulla osta di sicurezza.

Articolo 4

L'Articolo 1 del presente Accordo riguarda le informazioni ed i materiali classificati che una delle Parti comunica ad un'altra o mette a sua disposizione, o comunica ad organismi sussidiari del Consiglio o mette a loro disposizione, e reciprocamente.

Articolo 5

Il Segretario Generale deve accertarsi che le norme del presente Accordo che riguardono gli organismi sussidiari del Consiglio siano applicati dagli stessi.

Articolo 6

Il presente Accordo non impedisce in alcun modo alle Parti di concludere accordi bilaterali a fini analoghi, ne modifica le disposizioni degli accordi bilaterali esistenti.

Articolo 7

Il presente Accordo annulla e sostituisce la risoluzione relativa alla sicurezza nell'Unione dell'Europa Occidentale adottata dal Consigli riguardano nel quadro del documento E(90)) 53 del 21 maggio 1990.

Articolo 8

1)Il presente Accordo e aperto alla firma degli Stati parti al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948 e successivamente modificato e completato dal Protocollo firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, nonché dagli altri Protocolli ed Annessi che formano parte integrante di questo documento.

2) E' depositario del presente Accordo il Governo del Belgio.

3) Gli Stati possono manifestare il loro consenso ad essere vincolati dal presente accordo mediante:

a) firma senza riserva per quanto riguarda la ratifica l'accettazione o l'approvazione, oppure

b) firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione, oppure

c) adesione.

4) Il presente Accordo entra in vigore trenta giorni dopo la data alla quale quattro Stati hanno sia firmato l'accordo senza riserva per quanto riguarda la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, sia depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

5) Per ogni Stato che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione del presente Accordo o di adesione a quest'ultimo dopo che gli adempimenti per l'entrata in vigore siano stati espletati, la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione avranno effetto trenta giorni dopo la data del deposito.

Articolo 9

1) Dopo la sua entrata in vigore, il presente Accordo sarà aperto all'adesione degli Stati divenuti parti al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948 e successivamente modificato e completato dal Protocollo firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, nonché dagli altri Protocolli ed Annessi che fanno parte integrante di questo documento.

2) Per ogni Stato che vi abbia aderito, l'Accordo entrerà in vigore trenta giorni dopo la data di deposito dello strumento di adesione presso il Depositario.

Articolo 10

Il presente Accordo potrà essere denunciato da ciascuna Parte per mezzo di un preavviso scritto di denuncia indirizzato al Depositario, il quale ne informerà tutte le altre Parti. La denuncia avrà effetto un anno dopo che il depositario l'avrà ricevuta. Tuttavia essa non pregiudica gli obblighi stipulati ed i diritti o le facoltà acquisite anteriormente dalle Parti ai sensi delle norme del presente Accordo.

In fede di che, i sopra citati rappresentanti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Bruxelles il 28 marzo 1995, in un unico esemplare in lingua francese ed inglese, ciascun testo facente ugualmente fede, il quale sara consegnato agli archivi del Governo Belga il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli altri firmatari.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2168):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 28 agosto 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 settembre 1996, con pareri delle commissioni I e IV.

Esaminato dalla III commissione il 4 e 11 dicembre 1996.

Esaminato in aula il 13 gennaio 1997 e approvato il 15 gennaio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 1952):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª e 4ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 9 aprile 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 aprile 1997 (atto n. 1952/*A* - relatore sen. BRATINA).

Esaminato in aula e approvato il 3 giugno 1997.

97G0215

LEGGE 16 giugno 1997, n. **191.**

Ratifica ed esecuzione del trattato sui rapporti di amicizia e di collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica slovacca, fatto a Roma il 7 giugno 1993.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato sui rapporti di amicizia e di collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica slovacca, fatto a Roma il 7 giugno 1993.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 28 del trattato stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 19 milioni annue a decorrere dal 1996, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1996-1998, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1996, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 giugno 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

TRATTATO SUI RAPPORTI DI AMICIZIA E DI COLLABORAZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA SLOVACCA

La Repubblica Italiana e la Repubblica Slovacca, d'ora innanzi dette "le Parti Contraenti",

riallacciandosi alle tradizioni di amicizia e di collaborazione tra i loro popoli,

riaffermando il loro attaccamento ai valori universali di pace, libertà e democrazia;

rispettose degli obblighi derivanti dalla Carta delle Nazioni Unite e decise a rafforzarne l'autorità;

intenzionate a rispettare tutti gli impegni derivanti dall'Atto Finale di Helsinki, dalla Carta di Parigi per una nuova Europa e dagli altri documenti della CSCE;

sospinte dai cambiamenti politici, economici e sociali verificatisi in Europa;

determinate a superare definitivamente la divisione dell'Europa e a costruire un assetto nel continente permanentemente basato sulla giustizia, sul pluralismo e sull'economia di mercato;

decise a collaborare, nell'interesse comune dell'Europa, per realizzare una maggiore stabilità e sicurezza nel continente;

sottolineando l'importanza dello sviluppo della collaborazione tra la Repubblica Slovacca e le Comunità Europee;

desiderose di contribuire all'avvicinamento tra i popoli europei, alla loro migliore conoscenza e comprensione anche mediante una più stretta collaborazione da realizzare in un quadro di integrazione regionale con particolare riguardo alla Iniziativa Centro-Europea;

desiderose di sviluppare e di approfondire ulteriormente la loro collaborazione in ogni settore;

fermamente intenzionate ad applicare gli accordi e trattati internazionali stipulati tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Federativa Ceca e Slovacca e già entrati in vigore;

hanno deciso di stipulare il presente Trattato, convenendo quanto segue:

Articolo 1

Le Parti Contraenti svilupperanno le loro relazioni in uno spirito di mutua comprensione, rispetto e amicizia. Esse agiranno in modo da promuovere un'ampia collaborazione in ogni campo e si adopereranno per l'ulteriore avvicinamento tra i popoli di entrambi i Paesi.

Esse si sforzeranno per contribuire all'avvento di un'Europa nella quale i diritti dell'uomo, le libertà fondamentali ed i principi di democrazia e dello stato di diritto siano pienamente rispettati.

Articolo 2

Conformemente agli obiettivi e ai principi della Carta dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e dell'Atto Finale della CSCE di Helsinki le due Parti Contraenti rispetteranno i principi dell'eguaglianza sovrana e del rispetto dei diritti inerenti alla sovranità, del non ricorso alla minaccia o all'uso della forza, dell'inviolabilità delle frontiere, dell'integrità territoriale degli Stati e della loro indipendenza politica, della composizione pacifica delle controversie, del non intervento negli affari interni, del rispetto dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, inclusa la libertà di pensiero, coscienza, religione o credo, dell'eguaglianza dei diritti e autodeterminazione dei popoli, della cooperazione tra gli stati, dell'esecuzione in buona fede degli obblighi di diritto internazionale.

Articolo 3

Le Parti Contraenti rafforzeranno la loro collaborazione nel settore della sicurezza per accrescere la fiducia reciproca e la stabilità in Europa.

Esse auspicano l'avvento nel continente di un unico sistema di sicurezza. A questo fine sosterranno anche lo stabilimento di istituzioni ed organismi permanenti.

Articolo 4

Qualora si verificasse una situazione suscettibile, secondo una delle Parti, di costituire una minaccia alla pace o alla sicurezza internazionale, le due Parti entreranno in contatto per armonizzare, nei limiti del possibile, le loro posizioni in vista dell'adozione delle misure necessarie per alleggerire la tensione.

Nel caso che una delle Parti ritenesse che i suoi supremi interessi di sicurezza fossero minacciati, essa potrà chiedere all'altra Parte di tenere senza indugio consultazioni bilaterali, al fine di individuare, all'occorrenza, idonee forme di assistenza.

Articolo 5

Le Parti Contraenti si adopereranno per il raggiungimento, tramite accordi efficacemente controllabili, di livelli sempre più bassi di effettivi e di armamenti in Europa sufficienti per la difesa e per una diminuita dipendenza dalle armi nucleari. Esse agiranno altresì per favorire l'adozione di misure bilaterali e multilaterali idonee a garantire una maggiore trasparenza e a rafforzare la fiducia, la stabilità e la sicurezza in Europa.

Nell'ambito dei negoziati internazionali ai quali partecipano, esse collaboreranno all'adozione di ulteriori misure di disarmo sotto controllo internazionale rigoroso ed efficace.

Le Parti Contraenti favoriranno la loro collaborazione nel campo militare.

Articolo 6

Le Parti Contraenti concordano che il processo di riforme verso l'economia di mercato avviato nella Repubblica Slovacca sarà agevolato dalla cooperazione internazionale. La Repubblica Italiana compirà ogni possibile sforzo per promuovere tanto sul piano bilaterale quanto su quello multilaterale lo sviluppo economico nella Repubblica Slovacca.

Le due Parti assicureranno la massima trasparenza nelle rispettive attività di cooperazione economica internazionale e riserveranno alle imprese interessate dell'altra Parte parità di trattamento rispetto agli altri paesi.

Articolo 7

Le Parti Contraenti esprimono la convinzione che l'associazione della Repubblica Slovacca alle Comunità Europee costituisca uno sviluppo importante del processo di integrazione europea.

La Repubblica italiana sosterrà gli sforzi della Repubblica Slovacca per creare le condizioni per la sua piena adesione alle Comunità Europee.

Articolo 8

Le Parti Contraenti terranno consultazioni regolari sulle questioni internazionali e sui temi bilaterali di comune interesse.

Gli incontri al più alto livello avranno luogo, se possibile, una volta l'anno; i Ministri degli Esteri si incontreranno per lo meno una volta l'anno; gli altri membri di governo terranno consultazioni con scadenze periodiche.

Consultazioni regolari avranno luogo anche a livello funzionari dei due Ministeri degli Esteri competenti per gli affari politici, economici e culturali.

Articolo 9

Le Parti Contraenti favoriranno i contatti e lo scambio di esperienze tra i Parlamenti dei due Paesi per promuovere lo sviluppo delle relazioni bilaterali, della democrazia e della collaborazione in Europa.

Articolo 10

Le Parti Contraenti faciliteranno la cooperazione tra gli enti territoriali e amministrativi dei due paesi.

Esse promuoveranno altresì i gemellaggi tra le città.

Articolo 11

Le Parti Contraenti approfondiranno la loro collaborazione nel quadro delle organizzazioni internazionali, soprattutto di quelle europee. Nei limiti delle loro possibilità, esse si aiuteranno per sviluppare la collaborazione con le organizzazioni e le istituzioni internazionali, di cui è membro soltanto una delle due Parti.

Articolo 12

Le Parti Contraenti favoriranno lo sviluppo della loro cooperazione economica in ogni campo, allargandola anche a settori ed iniziative tecnologicamente più avanzati.

Esse concordano che un tale sviluppo corrisponde alle caratteristiche di complementarietà e di interconnessione tra i loro sistemi economici.

Le Parti Contraenti favoriranno l'intensificazione dei contatti a tutti i livelli nonchè lo scambio di quadri e di informazioni. Esse favoriranno altresì lo stabilimento di istituzioni finanziarie e di società miste, impegnandosi a creare tutte le condizioni richieste dalla libertà di investimento nei loro territori.

Le Parti Contraenti coopereranno per favorire l'aumento della partecipazione del capitale italiano nell'economia slovacca e del capitale slovacco nell'economia italiana.

Esse stimoleranno la collaborazione tra le imprese pubbliche e private di entrambi i Paesi, e in particolare tra quelle piccole e medie.

Ciascuna Parte assicurerà la piena utilizzazione degli interventi finanziari dell'altra Parte per investimenti nel proprio territorio.

Le Parti Contraenti svilupperanno la loro collaborazione nell'ambito delle istituzioni economiche multilaterali e delle organizzazioni finanziarie internazionali. Esse avvieranno in particolare forme di collaborazione nel quadro della Banca Europea di Ricostruzione e Sviluppo per la realizzazione di iniziative di interesse comune, a livello bilaterale, multilaterale e regionale, con particolare riferimento ai progetti individuati nell'ambito dell'"Iniziativa Centro-europea".

Articolo 13

Al fine di favorire la transizione dell'economia slovacca verso il mercato, le Parti Contraenti faciliteranno e approfondiranno la collaborazione nei settori della formazione professionale e manageriale.

Articolo 14

Le Parti Contraenti si sforzeranno di ampliare i collegamenti tra i due Paesi nel settore dei trasporti ferroviari, aerei, stradali, marittimi e per conduttura ("pipeline").

Articolo 15

Le Parti Contraenti si adopereranno per il miglioramento e l'ampliamento dei servizi postali e di telecomunicazioni tra i due Paesi secondo le norme tecniche europee e internazionali.

Articolo 16

Le Parti Contraenti si impegnano a sviluppare la loro collaborazione nel settore della protezione dell'ambiente. Esse promuoveranno ogni efficace azione a livello nazionale, regionale ed internazionale volta alla difesa dell'ambiente da ogni fonte di inquinamento atmosferico, idrico e del suolo.

Esse rafforzeranno altresì la collaborazione nella lotta contro le calamità naturali, mettendo a frutto l'esperienza accumulata in questo settore.

Articolo 17

Le Parti Contraenti svilupperanno la reciproca collaborazione nel campo delle scienze e delle tecnologie avanzate.

Esse attribuiscono un'importanza particolare alla collaborazione in materia di innovazioni tecnologiche e nel settore energetico. Esse intensificheranno lo studio reciproco delle modalità tecniche per interventi di carattere industriale nei due suddetti settori, con particolare riferimento al risparmio energetico ed alla modernizzazione delle infrastrutture.

Le Parti Contraenti promuoveranno inoltre una collaborazione a livello europeo nei campi menzionati nel presente articolo, assecondando l'inserimento di enti slovacchi in programmi multilaterali europei di collaborazione scientifica e tecnologica.

Articolo 18

Gli impegni presi dalla Repubblica Italiana negli accordi bilaterali con la Repubblica Slovacca rispettano le competenze delle Comunità Europee, le disposizioni emanate dalle loro Istituzioni nonchè le altre disposizioni concordate tra gli stati membri della CEE in attuazione del sistema comunitario.

Articolo 19

Le Parti Contraenti auspicano che lo sviluppo della cooperazione tra gli stati europei si accompagni al rafforzamento dei legami di solidarietà con i paesi degli altri continenti.

Articolo 20

Coscienti dell'importanza che presentano gli scambi culturali per la mutua comprensione dei popoli, le Parti Contraenti svilupperanno gli scambi culturali in ogni settore e a tutti i livelli.

Le Parti Contraenti forniranno il massimo appoggio all'apertura e all'attività del Centro di cultura e informazione slovacco a Roma e alla ricostituzione dell'Istituto italiano di Cultura a Bratislava.

Esse incoraggeranno la collaborazione ed i contatti diretti tra le istituzioni universitarie, culturali ed artistiche dei due Paesi nonchè tra gli organismi che operano in tali campi.

Articolo 21

Le Parti Contraenti si assisteranno reciprocamente per la tutela dei loro patrimoni culturale e artistico, a diffonderne la conoscenza e ad incoraggiare la collaborazione tra Istituzioni operanti nella conservazione e nel restauro di monumenti nonchè tra musei ed altre Istituzioni specializzate operanti nel settore.

Esse collaboreranno altresì nella cura e nella manutenzione delle tombe e dei cimiteri militari dell'altra Parte situati nel loro territorio.

Articolo 22

Le Parti Contraenti collaboreranno per combattere il traffico illegale dei beni culturali delle due Parti.

Esse concordano che le opere d'arte trafugate o esportate illegalmente che si trovino nel loro territorio debbano essere restituite all'altra Parte.

Articolo 23

Le Parti Contraenti si impegnano a rendere possibile l'apprendimento della lingua dell'altra Parte nelle Scuole, nelle Università e in altri Istituti di insegnamento.

Esse appoggeranno iniziative per l'istituzione di scuole bilingue.

Le Parti Contraenti favoriranno lo scambio di insegnanti per la formazione e l'aggiornamento dei docenti dell'altra Parte. Ciascuna delle due Parti Contraenti metterà a disposizione dell'altra Parte i mezzi didattici, compreso l'uso della televisione e della radio, degli audiovisivi e dell'informatica.

Le Parti Contraenti confermano la disponibilità a facilitare l'accesso alle lingue ed alla cultura dell'altra Parte, sostenendo le iniziative pubbliche e private. Esse favoriranno altresì lo scambio di borsisti e di studenti.

Le Parti Contraenti sosterranno le iniziative atte a favorire la collaborazione nei settori dei mass-media, e in particolare di quello radiotelevisivo, ai fini dell'accrescimento della reciproca conoscenza in tutti i campi, anche attraverso emissioni bilingue regolari.

Articolo 24

Le Parti Contraenti assicureranno, conformemente ai propri ordinamenti e agli accordi internazionali vigenti, la tutela dei diritti dei cittadini dell'altra Parte, regolarmente ammessi nei rispettivi territori per scopi di lavoro, inclusi i diritti in materia previdenziale e sanitaria.

Articolo 25

Le Parti Contraenti favoriranno i contatti diretti tra i loro cittadini, partiti, sindacati, associazioni religiose, fondazioni, organizzazioni sportive, associazioni femminili ed ambientali ed altre.

Esse promuoveranno in ogni modo gli scambi giovanili.

Articolo 26

Le Parti Contraenti, conformemente ai pertinenti accordi internazionali, svilupperanno la loro cooperazione nel campo giuridico.

Esse collaboreranno nella lotta alla criminalità organizzata e al traffico illecito di stupefacenti. A tal fine si scambieranno all'occorrenza informazioni nei modi più opportuni, anche per quanto concerne le misure atte a combattere la minaccia di atti illeciti contro la sicurezza dell'aviazione civile.

Articolo 27

Il presente Trattato non intende recare pregiudizio ad alcun Stato terzo. Le sue disposizioni non compromettono in alcun modo i diritti nè incidono sugli obblighi derivanti dai Trattati e dagli Accordi bilaterali e multilaterali anteriormente stipulati dalle Parti Contraenti.

Articolo 28

Il presente Trattato dovrà essere ratificato ed entrerà in vigore con lo scambio dei documenti di ratifica.

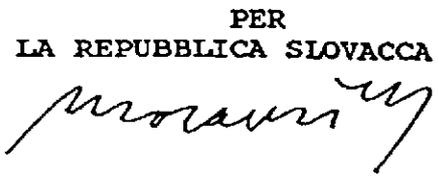
Articolo 29

Il presente Trattato viene concluso per la durata di quindici anni. Esso verrà tacitamente prorogato per periodi successivi di cinque anni a meno che una delle Parti Contraenti non vi ponga termine mediante un preavviso scritto di un anno prima di ogni scadenza.

In fede di ciò, i Plenipotenziari delle due Parti Contraenti hanno sottoscritto il presente Trattato e vi hanno apposto i sigilli.

Fatto a Roma il 7 giugno 1993 in duplice esemplare, ciascuno in lingua italiana e in lingua slovacca, entrambi i testi aventi uguale valore.

PER
LA REPUBBLICA ITALIANA

PER
LA REPUBBLICA SLOVACCA

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2218):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 13 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 15 ottobre 1996, con pareri delle commissioni I, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 18 dicembre 1996.

Esaminato in aula il 13 gennaio 1997 e approvato il 15 gennaio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 1954):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 29 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª, 6ª, 7ª, 8ª, 10ª, 11ª, 12ª, 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 3 aprile 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 aprile 1997 (atto n. 1954/*A* - relatore sen. GAWRONSKI).

Esaminato in aula e approvato il 3 giugno 1997.

97G0216

LEGGE 16 giugno 1997, n. **192.**

Ratifica ed esecuzione del trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e l'Ucraina, fatto a Roma il 3 maggio 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e l'Ucraina, fatto a Roma il 3 maggio 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 22 del trattato stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 giugno 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

TRATTATO DI AMICIZIA E COLLABORAZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E L'UCRAINA

La Repubblica italiana e l'Ucraina, che d'ora innanzi saranno chiamate le Alte Parti contraenti,

desiderando rafforzare l'amicizia che unisce i due paesi e i due popoli e approfondire la collaborazione nei campi politico, economico e culturale,

constatando che l'Ucraina e uno degli stati successori dell'Unione Sovietica,

desiderose di sviluppare le loro relazioni sui valori universali di libertà, democrazia, pluralismo e rispetto dei diritti dell'uomo compresi quelli delle minoranze nazionali,

intenzionate a contribuire al consolidamento di un ordine internazionale basato sul diritto, sulla pace e sulla giustizia,

tenendo conto dei profondi mutamenti politici ed economici verificatisi in Europa,

confermando la loro fedeltà agli obblighi derivanti dall'appartenenza all'Organizzazione delle Nazioni Unite,

consapevoli della fondamentale importanza dell'Atto Finale di Helsinki, della Carta di Parigi per una nuova Europa e degli altri documenti dell'Organizzazione per la Sicurezza e la Cooperazione in Europa e ribadendo gli impegni con essi assunti,

consapevoli del ruolo dell'Unione Europea, della NATO e del Consiglio d'Europa nella costruzione della nuova Europa,

determinate a sviluppare i reciproci rapporti di amicizia, collaborazione e buon vicinato,

hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

La Repubblica italiana e l'Ucraina svilupperanno le loro relazioni sulla base della fiducia, della collaborazione e del rispetto reciproco in conformità con i principi di sovranità, parità di diritti e rispetto dei diritti e delle libertà fondamentali dell'individuo.

A tale scopo le Alte Parti contraenti potranno stipulare, se del caso, accordi per tradurre in pratica le disposizioni del presente Trattato.

Articolo 2

Le Alte Parti contraenti ribadiscono l'inaccettabilità della minaccia o dell'uso della forza nelle relazioni tra gli Stati

quale strumento per la soluzione delle controversie internazionali, che dovranno essere risolte con mezzi pacifici.

La Repubblica italiana e l'Ucraina opereranno congiuntamente per rafforzare il ruolo dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per assicurare il pieno rispetto delle disposizioni della Carta statutaria dell'ONU ed una piena valorizzazione delle sue potenzialità, per assicurare la supremazia del diritto internazionale e per garantire la sicurezza collettiva così come quella di ogni stato membro.

In ambito europeo le Alte Parti contraenti si impegnano a contribuire alla creazione e all'efficace funzionamento dei meccanismi per la soluzione pacifica delle controversie e la prevenzione dei conflitti.

Articolo 3

Le Alte Parti contraenti terranno consultazioni su temi bilaterali e multilaterali di comune interesse.

I Ministeri degli Esteri dei due Paesi avranno contatti regolari.

La Repubblica italiana e l'Ucraina collaboreranno in seno alle Organizzazioni internazionali di cui fanno o faranno parte.

La Repubblica italiana e l'Ucraina favoriranno inoltre lo sviluppo dei rapporti tra i rispettivi Parlamenti.

Articolo 4

La Repubblica Italiana e l'Ucraina uniranno i loro sforzi per concorrere alla creazione in Europa di basi di sicurezza qualitativamente nuove, fondate sulla cooperazione e su livelli di armamenti sempre più bassi necessari al mantenimento della stabilità e della sufficienza difensiva.

Le Alte Parti contraenti, consapevoli dell'importanza degli Accordi del disarmo per la sicurezza europea e mondiale, contribuiranno attivamente ai negoziati sul disarmo in Europa. Esse auspicano la conclusione di nuovi Accordi sul disarmo e sul rafforzamento della fiducia e della sicurezza in Europa.

Le Alte Parti contraenti agiranno altresì in maniera concertata negli appositi fori internazionali per prevenire la proliferazione delle armi di distruzione di massa, in particolare attraverso un rafforzamento del regime di non proliferazione nucleare, ed in favore di una crescente trasparenza e controllo nel campo del trasferimento degli armamenti convenzionali.

Articolo 5

Le Alte Parti contraenti opereranno sia individualmente che congiuntamente per far sì che l'Europa acquisisca sempre più carattere di comunità di stati fondata sulla convivenza pacifica e sulla collaborazione tra i popoli europei in un'ottica rivolta altresì a favorire l'emergere di uno spazio comune di democrazia e di diritto.

In tale prospettiva la Repubblica italiana e l'Ucraina sono fermamente decise a rafforzare, sulla base del pieno rispetto dell'Atto Finale di Helsinki, della Carta di Parigi per una nuova Europa e degli altri documenti dell'OSCE, la, democrazia, la sicurezza e il rispetto dello stato di diritto sul continente europeo; a promuovere attivamente lo sviluppo dei rapporti amichevoli tra tutti gli stati; a sviluppare la dimensione umana e la collaborazione in ambito economico, culturale e ambientale.

Articolo 6

La Repubblica Italiana e l'Ucraina opereranno per lo sviluppo della collaborazione nei campi dell'economia, dell'industria, dell'agricoltura, della scienza, della tecnica e dell'ecologia nell'interesse reciproco e della comunità internazionale.

Le Alte Parti contraenti sono consapevoli che una tale collaborazione avra una grande importanza per la realizzazione del programma di riforme economiche e per la transizione verso l'economia di mercato dell'Ucraina e per il pieno sviluppo delle potenzialità di cooperazione anche in ambito regionale.

Le Alte Parti contraenti svilupperanno la cooperazione nell'ambito delle organizzazioni economiche multilaterali di cui fanno parte.

Articolo 7

Le Alti Parti contraenti istituiranno un Consiglio italo-ucraino per la cooperazione economica, industriale e finanziaria.

Il Consiglio, sotto la Presidenza da parte italiana del Ministro degli Affari Esteri e da parte ucraina di un membro del governo o di loro delegati, si riunira almeno una volta l'anno.

Sotto l'egida del Consiglio lavorerà un Comitato imprenditoriale per la cooperazione con lo scopo di ampliare concretamente i vincoli economico-commerciali tra i due Paesi.

Il Consiglio puo altresì istituire gruppi di lavoro ad hoc per l'esame e lo sviluppo della cooperazione bilaterale negli altri campi che presentino un interesse particolare per le Parti.

Articolo 8

Le Alte Parti contraenti favoriranno gli investimenti diretti di capitale, la costituzione di società miste nonchè l'armonizzazione delle rispettive legislazioni nel campo economico.

Le Alte Parti contraenti collaboreranno nel settore della formazione professionale e manageriale. Esse svilupperanno anche la collaborazione tecnica, particolarmente nei campi della politica economica e del diritto applicato all'attività economica, nonchè nei settori dell'agricoltura, sanità, cultura, scienza, ricerca, tecnologia.

La Repubblica italiana e disponibile a fornire all'Ucraina la propria consulenza nel campo dell'organizzazione e gestione

dell'attività imprenditoriale, con particolare riferimento alle piccole e medie imprese, e creditizia.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a riconoscere il trattamento della nazione piu favorita alle rispettive imprese industriali, commerciali e finanziarie.

Le Alte Parti contraenti riconosceranno ed applicheranno i lodi arbitrali sulle controversie relative ai contratti conclusi tra le persone giuridiche e fisiche dei due Paesi.

Articolo 9

Le Alte Parti contraenti attribuiscono importanza prioritaria alla collaborazione nel settore energetico, dei trasporti e delle telecomunicazioni. Esse si presteranno assistenza nella soluzione degli aspetti tecnici delle attività industriali in tali settori con particolare riguardo alle tematiche del risparmio energetico, della modernizzazione delle infrastrutture e dei relativi collegamenti.

Le Alte Parti contraenti, consapevoli dell'importanza della sicurezza e della stabilità dei rifornimenti di energia elettrica, petrolio e gas naturali per lo sviluppo della cooperazione economica e per attrarre potenziali investitori, dedicheranno particolare attenzione alla ricerca, allo sfruttamento e al trasporto dell'energia elettrica, dei gas e degli idrocarburi.

Tale collaborazione verra sviluppata nell'ambito delle Istituzioni europee e della Carta Europea dell'Energia allo scopo di sviluppare progetti infrastrutturali di comune interesse.

Articolo 10

Le Alte Parti contraenti promuoveranno la collaborazione nei settori della scienza e delle tecnologie avanzate, anche attraverso un'intensificazione della cooperazione fra i competenti organismi dei due paesi nell'ambito dei programmi europei di collaborazione tecnico-scientifica e tecnologica. L'Italia asseconderà, nei limiti del possibile, la partecipazione dell'Ucraina a questi ultimi.

Articolo 11

Consapevoli del carattere globale rivestito dai problemi della protezione ambientale, le Alte Parti contraenti svilupperanno la cooperazione in tale settore, con particolare riferimento alla protezione ambientale del Mar Nero e del Mar Mediterraneo.

Le Alte Parti contraenti svilupperanno altresì la loro collaborazione nel campo della previsione e della prevenzione delle calamità naturali, o di quelle causate da attività umane, nonchè nell'attenuazione ovvero eliminazione dei loro effetti.

Articolo 12

Le Alte Parti contraenti promuoveranno, anche nell'ambito di Organizzazioni internazionali e regionali, specifici programmi volti a migliorare i livelli di sicurezza nelle centrali nucleari, con particolare riguardo all'adeguamento degli impianti esistenti alle normative internazionali di sicurezza.

Articolo 13

Gli impegni assunti dalla Repubblica italiana negli Accordi bilaterali con l'Ucraina rispettano le competenze dell'Unione Europea e le disposizioni emanate dalle loro Istituzioni nonchè le altre disposizioni concordate tra gli Stati membri dell'Unione Europea in attuazione del sistema comunitario.

Articolo 14

Le Alte Parti contraenti auspicano che lo sviluppo della cooperazione tra gli Stati europei si accompagni al rafforzamento dei legami di solidarietà con i Paesi degli altri continenti.

Articolo 15

Le Alte Parti contraenti, desiderando sviluppare i rapporti culturali tra i popoli dei due Paesi e contribuire alla nascita di uno spazio culturale europeo aperto a tutti i popoli del continente, favoriranno nei campi della cultura, dell'insegnamento e dell' informazione lo sviluppo degli scambi tra regioni, province, comuni, istituzioni, organizzazioni, associazioni e cittadini dei due Paesi.

La Repubblica italiana e l'Ucraina incoraggeranno la conclusione di intese dirette tra Università ed altre istituzioni di insegnamento superiore, centri di ricerca, istituzioni di cultura e di diffusione dell'informazione. Esse sosterranno le iniziative concernenti la collaborazione e gli scambi nel settore dei mezzi audiovisivi, della cinematografia, del teatro, della musica e delle belle arti.

Le Alte Parti contraenti intendono costituire, quando sara possibile, centri culturali nei due Paesi e favoriranno le iniziative volte alla reciproca conoscenza dei rispettivi patrimoni culturali.

Ciascuna parte operera per l'ampliamento delle opportunità di studio della lingua dell'altra Parte in scuole, istituti di insegnamento superiore e in altre istituzioni. A tal fine sosterrà l'altra parte nell'azione volta a organizzare lo studio della lingua e a migliorare la formazione del personale docente.

Articolo 16

Le Alte Parti contraenti favoriranno gli scambi giovanili e sportivi nonchè i gemellaggi tra le singole città dei due Paesi.

Articolo 17

Le Alte Parti contraenti concordano che le opere d'arte trafugate o esportate illegalmente, che si trovino sul loro territorio, vengano restituite all'altra Parte.

Articolo 18

Le Alte Parti contraenti svilupperanno la collaborazione nei campi giuridico e consolare. Esse intendono, su base di reciprocità, agevolare per quanto possibile la concessione dei visti d'ingresso per i cittadini dell'altra Parte per visite ufficiali, di affari, a scopi culturali, turistici e privati.

Articolo 19

Le Alte Parti contraenti collaboreranno nella prevenzione e nella lotta contro la criminalità organizzata, il traffico illecito di stupefacenti e il contrabbando in tutte le sue forme. Le Parti collaboreranno altresì nella lotta contro il terrorismo internazionale.

Articolo 20

Le Alte Parti contraenti si impegnano ad assicurare un'adeguata cura dei luoghi di sepoltura e dei memoriali dei cittadini italiani in Ucraina e dei cittadini dell'Ucraina in Italia ed assicureranno il libero accesso ai medesimi in conformità alle normative nazionali. Le Parti collaboreranno altresì per agevolare la soluzione delle altre questioni umanitarie, relative all'individuazione, esumazione e trasferimento delle spoglie mortali dei cittadini italiani e dell'Ucraina che si trovino nel territorio dell'altra Parte contraente.

Articolo 21

Le disposizioni del presente Trattato non incidono in alcun modo sugli obblighi derivanti dai trattati e dagli accordi bilaterali e multilaterali anteriormente stipulati dalle Alte Parti contraenti.

Il presente Trattato non intende recar pregiudizio ad alcuno stato terzo.

Articolo 22

Il presente Trattato sarà ratificato in conformità con i meccanismi costituzionali di ciascuna delle Alte Parti contraenti ed entrerà in vigore dal momento dello scambio dei documenti di ratifica.

Il presente Trattato e soggetto alla registrazione presso il Segretariato Generale dell'ONU, in conformità con l'articolo 102 dello Statuto dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 23

Il Presente Trattato viene concluso per la durata di quindici anni.

La sua validità verra prorogata automaticamente di volta in volta per nuovi periodi di cinque anni, a meno che una delle Parti contraenti non abbia notificato per iscritto all'altra Parte la sua decisione di denunciare il Trattato con un preavviso di almeno un anno prima di ogni scadenza.

Fatto a Roma il 03.05.1995 in duplice esemplare, ciascuno in lingua italiana e in lingua ucraina. Entrambi i testi hanno uguale valore.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

IL PRESIDENTE
DELL'UCRAINA

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2796):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 29 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, I IV, V, VII, VIII, IX, X, XII e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 17 aprile 1997 e approvato il 28 aprile 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2390):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 maggio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5 6ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª, 12ª, 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 20 e 22 maggio 1997.

Relazione scritta annunciata il 29 maggio 1997 (atto n. 2390/*A* - relatore sen. BRATINA).

Esaminato in aula e approvato il 3 giugno 1997.

97G0217

LEGGE 16 giugno 1997, n. **193.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note costituente un accordo tra il Governo della Repubblica italiana e l'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (UNIDROIT) per l'aggiornamento dell'accordo di sede del 20 luglio 1967, fatto a Roma il 5-9 giugno 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di note costituente un accordo tra il Governo della Repubblica italiana e l'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (UNIDROIT) per l'aggiornamento dell'accordo di sede del 20 luglio 1967, fatto a Roma il 5-9 giugno 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di note di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nell'articolo 9 dello stesso scambio di note.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 giugno 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Ministero degli Affari Esteri

NOTA VERBALE

Il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana presenta i suoi complimenti all'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato e ha l'onore di proporre i seguenti emendamenti all'accordo di sede con il Governo della Repubblica italiana firmato a Roma il 20 luglio 1967 e ratificato con legge 12 dicembre 1969 n. 1074 pubblicata sulla Gazzetta Ufficiale no. 21 del 26.1.1970.

Articolo 3
Agevolazioni fiscali

1) L'Istituto ed i suoi beni destinati all'esercizio delle sue funzioni sono esenti da qualsiasi imposta diretta e dai diritti riscossi dallo Stato, dalle regioni, dalle provincie e dai comuni.

2) a) Per il raggiungimento dei propri fini istituzionali e per quanto riguarda gli acquisti, i servizi e le transazioni, l'Istituto godrà, agli effetti delle imposte di registro, ipotecarie e catastali, delle stesse esenzioni e agevolazioni concesse alle amministrazioni statali italiane, ivi comprendendo l'imposta di bollo sugli atti, contratti, formalità, operazioni finanziarie occorrenti per il conseguimento delle sue finalità.

b) Per quanto concerne l'esenzione dall'imposta sul valore aggiunto (IVA) l'Istituto godrà della non imponibilità al tributo su acquisti rilevanti connessi al raggiungimento dei suoi obiettivi istituzionali ed all'esercizio delle sue funzioni. Ai fini del presente accordo, per acquisto rilevante si intende l'acquisto di merci o la prestazione di servizi per un valore superiore a lire italiane un milione o per il maggior valore che potrà essere stabilito in linea generale dalle competenti autorità italiane.

c) L'Istituto sarà esente dalle imposte di consumo sui materiali per la costruzione di immobili destinati al suo uso ufficiale.

d) L'Istituto sarà anche esentato dall'imposta di consumo, e relative addizionali, sull'energia elettrica e dall'imposta di consumo, relativa addizionale e imposta regionale sostitutiva, sul gas metano, consumati dall'UNIDROIT, con esclusione degli impianti ad uso privato.

e) L'Istituto sarà esentato da diritti doganali e da ogni altra imposizione, divieto e restrizione su merci di qualsiasi natura, importate o esportate dall'Istituto per attività istituzionali fatte salve le esigenze di natura sanitaria e fitosanitaria. Tuttavia l'Istituto non chiederà l'esenzione da diritti doganali e da ogni altra imposizione su merci importate per un valore inferiore a lire italiane un milione o da altro maggior valore che competenti autorità italiane potranno fissare in linea generale.

f) l'Istituto sarà esente da diritti doganali e da ogni altro diritto, come pure ogni divieto o restrizione, relativamente all'importazione degli autoveicoli destinati all'"uso ufficiale" dell'Istituto e all'uso del suo Presidente e del suo Segretario Generale, nonché dei pezzi di ricambio dei medesimi. Per i detti autoveicoli, che saranno immatricolati con serie speciali, l'Istituto beneficerà altresì dell'esenzione dalle tasse automobilistiche. I carburanti ed i lubrificanti occorrenti per i veicoli anzidetti saranno ammessi all'importazione in franchigia dei diritti doganali e esenzione dalle imposte di fabbricazione in limiti di contingenti da fissare mediante accordo tra l'Amministrazione italiana delle Finanze e l'Istituto.

g) Le esenzioni ed agevolazioni previste nel presente articolo non si applicheranno a tasse e dazi corrispettivi di servizi resi dall'Istituto.

Articolo 6

Privilegi e immunità dei rappresentanti dei governi e agenti

3) Oltre ai privilegi e alle immunità specificate nel precedente paragrafo 1 al Presidente saranno accordati i privilegi e le immunità, le esenzioni e le facilitazioni concesse agli Ambasciatori capi missione, purché, per quanto concerne i privilegi fiscali, non si tratti di cittadino italiano o residente permanente in Italia.

Articolo 9

a) Il personale dell'Istituto deve essere obbligatoriamente assicurato per quanto riguarda l'assistenza sanitaria e la previdenza, presso Fondi o Istituti assicurativi pubblici o privati dello Stato Italiano o di altro stato, i cui Regolamenti devono essere portati a conoscenza delle competenti Autorità italiane. l'assistenza sanitaria obbligatoria deve comprendere familiari a carico, individuati ai sensi del pertinente Regolamento.

b) I membri residenti in Italia sono tenuti a versare i contributi sanitari sui redditi diversi dagli emolumenti corrisposti dall'UNIDROIT, dichiarati nella denuncia annuale dei redditi.

c) Le prestazioni sanitarie erogate dal S.S.N. sono rimborsate dall'Istituto assicuratore prescelto dall'UNIDROIT o direttamente dall'assistito alla struttura sanitaria che ha reso la prestazione nei limiti previsti dalla polizza assicurativa del predetto istituto, che deve garantire livelli di assistenza non inferiori a quelli assicurati dalle Agenzie Specializzate dell'ONU; le prestazioni che non rientrano in tali limiti sono a carico del S.S.N. nel rispetto dei livelli di assistenza sanitaria garantiti dallo stesso Servizio ai cittadini residenti assicurati.

Articolo 9

L'attuale articolo 9 sarà quindi numerato come art. 10.

Il Ministero degli Affari Esteri, intendendo che la presente nota e la risposta costituiranno un accordo tra le parti che entrerà in vigore al momento della notifica del completamento delle procedure di recepimento, si avvale dell'occasione per rinnovare all'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato l'espressione della massima considerazione.

Roma, - 5 GIU. 1995

Istituto Internazionale per
l'Unificazione del Diritto Privato
Via Panisperna, 28
00184 ROMA

INSTITUT INTERNATIONAL
POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE
· INSTITUTO INTERNACIONAL
PARA LA UNIFICACION DEL DERECHO PRIVADO

INTERNATIONAL INSTITUTE
FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW
INTERNATIONALES INSTITUT
FUR DIE VEREINHEITLICHUNG DES PRIVATRECHTS

ISTITUTO INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DEL DIRITTO PRIVATO
00184 ROMA - VIA PANISPERNA, 28 - TEL. (39-6) 69 94 13 72 - FAX (39-6) 69 94 13 94

1881/ST-MAE

NOTA VERBALE

L'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato presenta i suoi complimenti al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana ed ha l'onore di riferirsi alla Nota Verbale del 5 giugno 1995 ad esso indirizzata ed il cui testo è il seguente:

"Il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana presenta i suoi complimenti all'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato e ha l'onore di proporre i seguenti emendamenti all'accordo di sede con il Governo della Repubblica italiana firmato a Roma il 20 luglio 1967 e ratificato con legge 12 dicembre 1969 n. 1074 pubblicata sulla Gazzetta Ufficiale no. 21 del 26.1.1970.

Articolo 3
Agevolazioni fiscali

1) L'Istituto ed i suoi beni destinati all'esercizio delle sue funzioni sono esenti da qualsiasi imposta diretta e dai diritti riscossi dallo Stato, dalle regioni, dalle provincie e dai comuni.

2) a) Per il raggiungimento dei propri fini istituzionali e per quanto riguarda gli acquisti, i servizi e le transazioni, l'Istituto godrà, agli effetti delle imposte di registro, ipotecarie e catastali, delle stesse esenzioni e agevolazioni concesse alle amministrazioni statali italiane, ivi comprendendo l'imposta di bollo sugli atti, contratti, formalità, operazioni finanziarie occorrenti per il conseguimento delle sue finalità.

b) Per quanto concerne l'esenzione dall'imposta sul valore aggiunto (IVA) l'Istituto godrà della non imponibilità al tributo su acquisti rilevanti connessi al raggiungimento dei suoi obiettivi istituzionali ed all'esercizio delle sue funzioni. Ai fini del presente accordo, per acquisto rilevante si intende l'acquisto di merci o la prestazione di servizi per un valore superiore a lire italiane un milione o per il maggior valore che potrà essere stabilito in linea generale dalle competenti autorità italiane.

c) L'Istituto sarà esente dalle imposte di consumo sui materiali per la costruzione di immobili destinati al suo uso ufficiale.

d) L'Istituto sarà anche esentato dall'imposta di consumo, e relative addizionali, sull'energia elettrica e dall'imposta di consumo, relativa addizionale e imposta regionale sostitutiva, sul gas metano, consumati dall'UNIDROIT, con esclusione degli impianti ad uso privato.

e) L'Istituto sarà esentato da diritti doganali e da ogni altra imposizione, divieto e restrizione su merci di qualsiasi natura, importate o esportate dall'Istituto per attività istituzionali fatte salve le esigenze di natura sanitaria e fitosanitaria. Tuttavia l'Istituto non chiederà l'esenzione da diritti doganali e da ogni altra imposizione su merci importate per un valore inferiore a lire italiane un milione o da altro maggior valore che competenti autorità italiane potranno fissare in linea generale.

f) L'Istituto sarà esente da diritti doganali e da ogni altro diritto, come pure ogni divieto o restrizione, relativamente all'importazione degli autoveicoli destinati all'"uso ufficiale" dell'Istituto e all'uso del suo Presidente e del suo Segretario Generale, nonché dei pezzi di ricambio dei medesimi. Per i detti autoveicoli, che saranno immatricolati con serie speciali, l'Istituto beneficerà altresì dell'esenzione dalle tasse automobilistiche. I carburanti ed i lubrificanti occorrenti per i veicoli anzidetti saranno ammessi all'importazione in franchigia dei diritti doganali e esenzione dalle imposte di fabbricazione in limiti di contingenti da fissare mediante accordo tra l'Amministrazione italiana delle Finanze e l'Istituto.

g) Le esenzioni ed agevolazioni previste nel presente articolo non si applicheranno a tasse e dazi corrispettivi di servizi resi dall'Istituto.

Articolo 6
Privilegi e immunità dei rappresentanti dei governi e agenti

3) Oltre ai privilegi e alle immunità specificate nel precedente paragrafo 1 al Presidente saranno accordati i privilegi e le immunità, le esenzioni e le facilitazioni concesse agli Ambasciatori capi missione, purché, per quanto concerne i privilegi fiscali, non si tratti di cittadino italiano o residente permanente in Italia.

Articolo 9

a) Il personale dell'Istituto deve essere obbligatoriamente assicurato per quanto riguarda l'assistenza sanitaria e la previdenza, presso Fondi o Istituti assicurativi pubblici o privati dello Stato italiano o di altro stato, i cui Regolamenti devono essere portati a conoscenza delle competenti Autorità italiane. L'assistenza sanitaria obbligatoria deve comprendere i familiari a carico, individuati ai sensi del pertinente Regolamento.

b) I membri residenti in Italia sono tenuti a versare i contributi sanitari sui redditi diversi dagli emolumenti corrisposti dall'UNIDROIT, dichiarati nella denuncia annuale dei redditi.

c) Le prestazioni sanitarie erogate dal S.S.N. sono rimborsate dall'Istituto assicuratore prescelto dall'UNIDROIT o direttamente dall'assistito alla struttura sanitaria che ha reso la prestazione nei limiti previsti dalla polizza assicurativa del predetto istituto, che deve garantire livelli di assistenza non inferiori a quelli assicurati dalle Agenzie Specializzate dell'ONU; le prestazioni che non rientrano in tali limiti sono a carico del S.S.N. nel rispetto dei livelli di assistenza sanitaria garantiti dallo stesso Servizio ai cittadini residenti assicurati.

Articolo 9

L'attuale articolo 9 sarà quindi numerato come art. 10.

Il Ministero degli Affari Esteri, intendendo che la presente nota e la risposta costituiranno un accordo tra le parti che entrerà in vigore al momento della notifica del completamento della procedura di recepimento, si avvale dell'occasione per rinnovare all'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato l'espressione della massima considerazione."

L'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato con il presente atto accetta la proposta variazione dell'Accordo di Sede firmato il 20 luglio 1967. Esso intende che la nota di cui sopra e la presente nota costituiscano un accordo fra le due parti.

L'Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato si avvale dell'occasione per rinnovare al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Italiana l'espressione della più alta considerazione.

Roma, 9 giugno 1995

ISTITUTO INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DEL DIRITTO PRIVATO · UNIDROIT

Ministero degli Affari Esteri
della Repubblica Italiana
Piazzale della Farnesina 1
00100 <u>ROMA</u>

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2150):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 6 agosto 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 settembre 1996, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione il 4 dicembre 1996.

Esaminato in aula il 13 gennaio 1997 e approvato il 15 gennaio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 1951):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 29 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 11ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 6 marzo 1997.

Relazione scritta annunciata il 29 maggio 1997 (atto n. 1951/*A* - relatore sen. BRATINA).

Esaminato in aula e approvato il 3 giugno 1997.

97G0218

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9651443) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:
- annuale .... L. **440.000**
- semestrale .... L. **250.000**

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale .... L. **360.000**
- semestrale .... L. **200.000**

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:
- annuale .... L. **100.000**
- semestrale .... L. **60.000**

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale .... L. **92.500**
- semestrale .... L. **60.500**

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale .... L. **236.000**
- semestrale .... L. **130.000**

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale .... L. **92.000**
- semestrale .... L. **59.000**

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale .... L. **231.000**
- semestrale .... L. **126.000**

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale .... L. **950.000**
- semestrale .... L. **514.000**

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):
- annuale .... L. **850.000**
- semestrale .... L. **450.000**

Integrando con la somma di L. **125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	**2.800**
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	**140.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.500**

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	**91.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	**8.000**

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	**1.300.000**
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	**1.500**
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	**4.000**

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	**410.000**
Abbonamento semestrale	L.	**245.000**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	**1.550**

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 2 0 0 1 5 2 0 9 7 *

L. 4.500